

# JURA

Édition de Lons, Champagnole et du Haut-Jura

JURA Finances publiques

## Pourquoi l'administration fiscale va tout changer

**La Direction départementale des finances publiques (DDFIP) a présenté son projet de réorganisation de ses services dans le Jura.**

La direction générale des finances publiques (DGFiP) assure qu'il ne s'agit encore que d'un projet susceptible d'être amendé à l'issue d'une vaste concertation de quatre mois engagée début juin. Quand bien même la version finale reste encore à paraître, c'est bel et bien une petite révolution qui se prépare pour l'administration fiscale dans le Jura entre 2020 et 2022. Celle-ci fait en fait office de premier de cordée dans le cadre de la nouvelle organisation de l'État voulue par le ministère des comptes publics. « Notre réseau a besoin d'évoluer car il ne correspond plus aux critères d'une administration moderne, explique Jean-Luc Blanc, le tout nouveau directeur départemental des finances publiques.

**Une nouvelle organisation d'ici au 31 décembre 2022**

Dans le Jura par exemple, nous avons beaucoup de très petites structures à deux ou quatre agents pour lesquelles il est très difficile de faire face aux aléas du quotidien comme les arrêts maladie ou les congés. On va donc constituer de plus grosses équipes tout en prenant en compte le service que l'on doit aux usagers. »

En clair, le dispositif historique avec un maillage de 14 trésoreries à travers le Jura va céder la place à une nouvelle

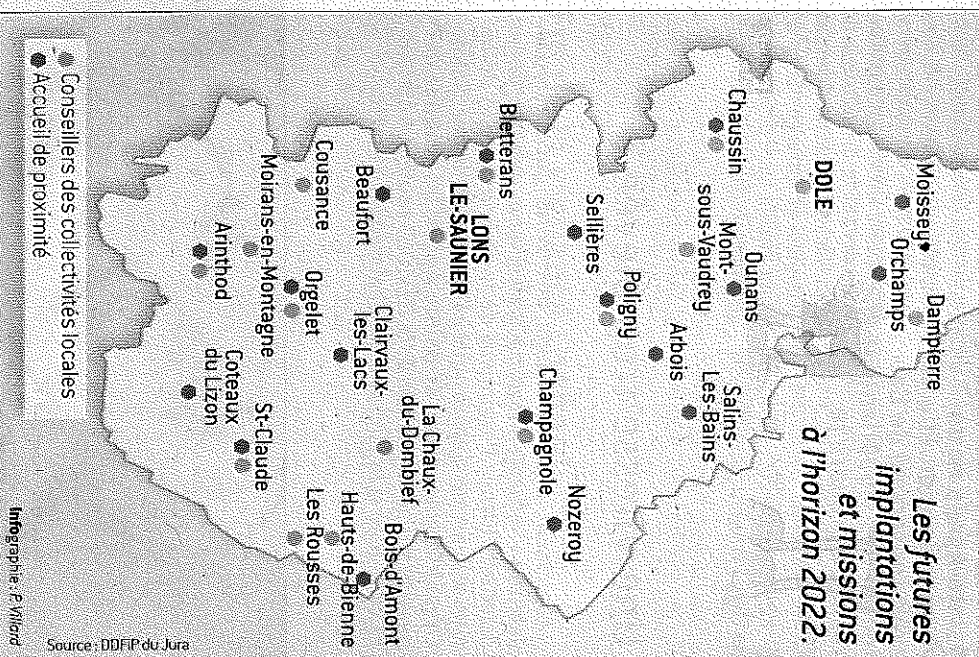
organisation d'ici au 31 décembre 2022. Celle-ci s'articulera notamment autour de 28 points d'accueil de proximité répartis sur l'ensemble du territoire départemental (voir carte).

Pour ce faire, l'administration fiscale va s'appuyer sur les maisons de services où certaines administrations figurent déjà. « Il y en a 14 dans le Jura et elles sont pilotées soit par les intercommunalités soit par la Poste, précise Jean-Luc Blanc. Nous allons former le personnel de façon à ce qu'il puisse répondre à des questions de base et si sa problématique est plus complexe, l'usager sera alors orienté vers l'un de nos agents ». Et c'est ce qui fait d'ores et déjà grincer des dents les syndicats puisque l'accueil du public échappera à l'avenir à la DGFiP pour être majoritairement délégué (voir par ailleurs) sauf à Lons et Dole.

Autre conséquence de cette nouvelle organisation qui inquiète en interne : les mouvements de personnels qu'elle induit, le gros des effectifs étant à l'avenir concentré sur Lons et Dole. « Il y a un vrai dossier DRH, admet Jean-Luc Blanc. Le point le plus sensible se situe à Saint-Claude (22 agents) qui est amené à perdre son service des impôts aux entreprises et aux particuliers mais qui conserve un service de gestion comptable (ndlr : gestion des finances des collectivités) qui existera également à Lons, Dole et Poligny). Il y aura des formations, des passerelles pour permettre à un maximum d'agents de ne pas avoir à démissionner. Quand ça ne sera pas possible, il y aura des primes et le travail à

**Direction des finances publiques générale dans le Jura**

*Les futures implantations et missions à l'horizon 2022.*



distance pourra être une solution. »

Autant d'arguments que le patron des finances publiques dans le Jura devra développer

### RÉACTION

**« On accuse le coup »**

Myriam Fourny, secrétaire de la Cgt Finances publiques Jura « Depuis l'annonce de cette nouvelle organisation le 6 juin, on accuse le coup. À Saint-Claude notamment, les agents sont abattus. On nous présente ça comme un projet avec une concertation jusqu'en septembre mais on ne sait pas quelle marge de manœuvre il reste. En plus, tout cela a lieu en plein été... Dans ce qu'on nous présente, il ne restera plus que quatre sites finances publiques dans le Jura (Lons, Dole, Poligny, Saint-Claude) et seulement deux points d'accueil du public (Lons et Dole). La majorité de l'accueil des usagers se fera dans des Maisons

### Des conseillers pour les collectivités locales

Outre l'accueil des particuliers et des entreprises, les trésoreries jouaient également un rôle stratégique de conseil (construction de budget, possibilité d'emprunt...) auprès des collectivités locales. « C'était la mission du trésorier mais il était souvent trop absorbé par la gestion du quotidien et manquant de temps. Or, précise Jean-Luc Blanc, 10 postes de conseillers des collectivités locales seront donc créés d'ici 2022 dans le Jura. Leur territoire sera en gros celui des intercommunalités mais comme il y a 17 communautés de communes ou d'agglomérations, certains se partageront les moins peuplées. »